

La création au Canada de l'industrie des munitions de guerre a nécessairement accru la production du fer et de l'acier, mais elle a aussi produit des effets appréciables dans les industries connexes, ainsi que l'ont révélé les statistiques. En 1915, la production des hauts fourneaux et des établissements métallurgiques du Canada atteignait \$120,422,420, tandis qu'en 1917, elle s'élevait à \$400,385,086 et en 1918 à \$443,455,779. L'industrie des produits chimiques et de ses sous-produits fut aussi considérablement stimulée par la guerre; en 1915, sa production ne dépassait pas \$45,410,486, tandis qu'en 1917 la valeur brute de cette production était portée à \$133,618,615 et en 1918 à \$173,649,073.

A la section des constructions navales de la Commission Impériale des Munitions est dû, dans une large mesure, le grand développement des constructions navales au Canada, qui contribua à parer au plus grand danger qui ait menacé la sécurité de l'empire pendant la guerre: la campagne sous-marine. Pendant l'année 1918, ont été lancés les navires suivants, construits pour le compte de la Commission Impériale des Munitions: 23 navires en acier, ayant tous ensemble une capacité de transport de 114,863 tonnes et 45 navires en bois, d'une capacité totale de 138,600 tonnes. Pendant la même année, les chantiers de constructions navales ont également livré 11 navires en acier, d'une capacité totale de 48,000 tonnes, construits pour le ministère de la Marine, ainsi que 11 autres navires en acier, d'une capacité totale de 45,304 tonnes, et 13 navires en bois susceptibles de transporter 20,600 tonnes, construits pour le compte des particuliers. Les constructions navales sorties des chantiers canadiens durant l'année comprirent donc 45 navires en acier et 58 navires en bois, soit au total 103 navires, d'une capacité totale de 367,367 tonnes.

OPÉRATIONS FINANCIÈRES.

Le problème de la nourriture, de l'équipement et du ravitaillement des armées n'est pas le seul qu'impose la guerre moderne; il faut d'abord se procurer les fonds nécessaires à ces énormes dépenses, auxquelles vient s'ajouter la solde des troupes.

Il y a pour cela deux moyens: l'impôt ou l'emprunt. Jusqu'ici le premier mode, employé seul, avait pu suffire aux besoins créés par les guerres de peu d'importance et de peu de durée. L'Allemagne décida de faire face aux frais de la grande guerre uniquement par le moyen de l'emprunt, pour la raison que la guerre elle-même imposait à sa population un assez lourd fardeau et qu'il était inhumain d'en accroître le poids par une surélévation des taxes; sans doute aussi dans l'espoir que, comme en 1870, la victoire lui permettrait de faire payer le coût de la guerre à ses ennemis vaincus. Au contraire, le Royaume-Uni et les États-Unis prirent le parti de subvenir aux dépenses de guerre, autant que possible par l'impôt. Mais les frais de la guerre prirent des proportions si formidables que les deux plus riches nations de l'univers se trouvèrent dans la nécessité de recourir à l'emprunt pour faire face à la majeure partie de leurs besoins. De même que le Royaume-Uni et les États-Unis, le Canada procéda à la surélévation des taxes dès le début des hostilités, mais se trouva néan-